

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Petition-en-ligne-pour-un-retrait-militaire-canadien-d-Afghanistan>

"La guerre saigne le monde."

Pétition en ligne pour un retrait militaire canadien d'Afghanistan.

- Empire et Résistance - Canada -

Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Huit organisations sociales, communautaires et syndicales du Québec se regroupent afin de lancer une pétition en ligne en faveur du retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan.

Par André Duchesne

[La Presse](#). Le samedi 1er décembre 2007

« La présence militaire canadienne n'apporte aucune solution constructive au conflit », estime le collectif en introduction à la pétition, intitulée [La guerre saigne le monde](#). Les organismes, dont les Artistes pour la paix, le Réseau québécois des groupes écologistes et le Centre de ressources sur la non-violence, affirment que le gouvernement doit réduire ses dépenses militaires et plutôt lutter contre la pauvreté.

La pétition s'adresse au premier ministre Stephen Harper. Les signataires demandent « le retrait immédiat des troupes offensives canadiennes d'Afghanistan ». On ne précise pas si on est favorable à ce que les militaires canadiens restent sur place pour faire de la reconstruction ou former les soldats afghans.

Le nombre de signataires augmente rapidement. En date d'hier, la pétition avait recueilli 1698 signatures. Mardi, on en recensait un peu moins de 1000.

Le principe de la pétition en ligne a montré son efficacité récemment dans le cas du projet domiciliaire dans l'île Charron. Quelques semaines après avoir mis la pétition en ligne, le Conseil régional en environnement de Montréal avait recueilli 18000 signatures. Sous la pression populaire, celle des partis d'opposition et même de certains députés du parti ministériel, le gouvernement Charest a annoncé un moratoire sur tout projet de construction à cet endroit.

Au bureau de Peter MacKay, ministre de la Défense nationale, un attaché de presse, Jay Paxton, a pris connaissance du site à la demande de La Presse. Il a par la suite rappelé pour dire que le cabinet n'avait pas de commentaires à faire.